

l'ECO

de la semaine

13 au 19 Septembre 2025



SOMMAIRE

Recette fiscale - La FMI réclame des efforts	2
Gestion de la production - Une cartographie pour fluidifier la distribution de riz	2
Nosy Be - Hausse de 30 % des arrivées touristiques	3
Projet solaire 50MWc : Trois centrales en cours de construction pour Antananarivo	4
Commerce – Le déficit commercial de Madagascar prévu dépasser les 2 milliards de dollars en 2025	4
Monnaie - Les billets de 10.000 ariary et 20.000 ariary actualisés	5
Production - La filière lait se réorganise	5
Négociations sur l'AGOA : La délégation malgache espère une issue positive	6
Infrastructures - L'extension du port de Toamasina achevée à 71 %	7
Connectivité - Cinquante-trois mille passagers transportés en un an par Emirates	7
Agriculture biologique : Madagascar est en bonne voie pour devenir le leader mondial	8
OMC : Entrée en vigueur de l'Accord sur les subventions à la pêche	9
Un an après la crise de la vie chère, la Martinique étend son « bouclier qualité-prix »	10
Emirates : Plus de 53 000 passagers en un an	10
Aviculture : Formation pour dynamiser l'élevage de poulet gasy dans la région Boeny	11
Projet minier – Energy Fuels indique négocier un « accord d'investissement » avec le Gouvernement malgache pour son projet à Toliara	11
Mahajanga : Un parc solaire de 2 MW en cours d'installation	12
France-Madagascar - La coopération décentralisée à l'heure du bilan	12
Région Androy : Une étude sur les calmars et poulpes pour dynamiser la filière	13
Projet SHEP : Augmentation notable de ventes de produits horticoles	13
Morafenobe : des exploitations illicites de pierres stoppées	14
Fadintseranana : Misy sanda manokana ho an'ny fiara sy fitaovana	14
Droits de douane : la méthode Modi, une stratégie payante face à Trump	14
Loi de finances 2026 - Un taux de croissance de 4,8 % annoncé	16
Petites industries : l'autonomie énergétique comme condition de survie	16
Liaisons régionales et internationales : Madagascar Airlines renforce son partenariat avec Corsair	17
Tourisme – Madagascar cible l'Asie comme marché émetteur de touristes en 2026	18
Hôtellerie de luxe : 35 étudiants malgaches formés à Maurice	18

Recette fiscale - La FMI réclame des efforts

IRINA TSIMIJALY | 13 SEPTEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le Fonds Monétaire International (FMI) constate que Madagascar peine à aligner ses recettes fiscales sur ses dépenses publiques.

La mission, dirigée par Constant Lonkeng, a séjourné à Antananarivo du 4 au 10 septembre. Selon le communiqué du FMI, « les engagements de dépenses ont dépassé la collecte fiscale au premier semestre de l'année ; les autorités activent des plans de contingence pour rester en ligne avec le budget dans les mois à venir. »

L'inflation reste élevée. En juillet, elle s'est établie à 7,9 % en glissement annuel. La ministre de l'Économie et des Finances, Rindra Hasimbelo Rabarinirinarison, avait évoqué lors de la réunion Afritac Sud et de l'Africa Training Institute avec le FMI que la hausse du prix du riz sur le marché local avait contribué à alimenter cette inflation.

La préparation du budget 2026 est déjà lancée. Le FMI rappelle que la mobilisation des recettes intérieures est l'axe central de la stratégie fiscale, compte tenu des besoins importants de développement.



Madagascar avance aussi sur la gouvernance. Les autorités ont publié un décret pour la mise en œuvre du plan national anti-corruption 2025–2030. Elles examinent les recommandations issues du diagnostic de gouvernance du FMI.

Échanges

La mission a rencontré le président Andry Rajoelina, le Premier ministre Christian Ntsay, ainsi que la ministre Rindra Hasimbelo Rabarinirinarison, le gouverneur de la Banque centrale et d'autres responsables. Des échanges ont également eu lieu avec le secteur privé, notamment le textile et les banques, ainsi qu'avec les partenaires au développement.

Pour rappel, cette visite prépare la troisième revue du programme FEC-FRD, prévue plus tard cette année. Le FMI souligne que cette revue déterminera le rythme des prochains décaissements financiers et l'avenir du soutien technique.

Jusqu'ici, le ministère de l'Économie et des Finances n'a pas publié de réaction officielle sur la manière dont il compte gérer le déficit entre recettes et dépenses ou l'impact de l'inflation. La situation reste donc à suivre.

La mission du FMI se concentre sur la consolidation budgétaire, la mobilisation des recettes fiscales et le renforcement de la transparence et de la gouvernance. Le FMI indique que les autorités ont mis en place des plans pour respecter le budget, travaillent sur le budget 2026 en se concentrant sur les recettes fiscales et ont publié un décret pour le plan anti-corruption. Si l'on se réfère à la situation actuelle, le communiqué signale aussi que le mécanisme automatique de tarification des carburants est appliqué et que la stratégie nationale de financement climatique est en cours de finalisation.

Face à des besoins de développement importants et à des chocs climatiques récurrents, Madagascar doit trouver l'équilibre entre recettes et dépenses pour assurer la stabilité et préparer une croissance durable.

Gestion de la production - Une cartographie pour fluidifier la distribution de riz

IRINA TSIMIJALY | 13 SEPTEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Pour mieux gérer la production et la distribution du riz, Madagascar mise sur la cartographie agricole. Cette démarche permet d'optimiser les zones de culture et les ressources disponibles.

La Grande île met en place la cartographie agricole pour mieux organiser la distribution du riz et des autres produits. Chaque année, le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage suit de près la production. Pour le riz, des enquêtes de rendement sont menées dans les différentes régions. Ces chiffres suivent le parcours du produit, depuis les producteurs jusqu'aux épiceries.

Selon Lovaniaina Rakotondraivo, de la Direction d'Appui à la Production Végétale : « La surproduction dans certaines

zones vient surtout de l'isolement. Il n'y a pas de routes pour écouler les produits. »

Pour mieux planifier, on commence par estimer la surface cultivée. Des prélèvements et des règles statistiques permettent de préciser les chiffres. Ensuite, un état parcellaire est dressé et sera digitalisé. L'objectif : des données exactes et des interventions du ministère plus efficaces.

« Avant, les intrants n'arrivaient pas toujours aux bénéficiaires, » explique Lovaniaina Rakotondraivo.

« Aujourd'hui, avec un système digitalisé, nous pouvons suivre la distribution et éviter le gaspillage. »

Pour 2024, la production de riz a atteint 5 250 000 tonnes, un chiffre encore insuffisant pour couvrir les besoins du pays.

Circulation des produits

La cartographie agricole permet de visualiser où la production est abondante et où elle manque. En marge de sa visite dans la région Vakinankaratra, le ministre Hajarison François Sergio a expliqué : « Il faut savoir où il y a un excédent et où il y a un déficit. Certaines communes produisent beaucoup de pommes de terre mais n'ont pas d'acheteurs. »

À Vakinankaratra, on vend du riz, du maïs, des légumineuses, ainsi que des fruits et légumes. Elle collabore techniquement avec la DRAE. Ses responsables expliquent : « Nous fournissons le riz et les légumineuses. Le riz est envoyé aux districts, puis au PAM, qui le redistribue dans les cantines scolaires. Cette année, nous avons produit environ 200 tonnes. »

Pour Vakinankaratra, 2 300 tonnes de riz ont été livrées par la FKT, une partie allant dans le Sud, où certaines communes comme Ampanihy ne produisent pas de riz. Cette cartographie vise à mieux acheminer les produits et à sécuriser l'alimentation. L'objectif est de créer un

système durable qui continue à fonctionner même après la fin des projets.



La Direction d'Appui à la Production Végétale rappelle : « Avant, certains produits n'arrivaient jamais aux consommateurs. Aujourd'hui, avec la cartographie et le suivi numérique, nous pouvons fluidifier les circuits et planifier les interventions. »

Les importations de riz augmentent chaque année pour compenser les manques. Selon la Douane, 281 200 tonnes de riz ont été importées au premier trimestre 2025, soit une hausse de 212,9 % par rapport à 2024. Le volume atteint déjà 367 984 tonnes au premier semestre, dépassant largement le total annuel précédent.

Nosy Be - Hausse de 30 % des arrivées touristiques

TSILAVINY RANDRIAMANGA | 13 SEPTEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Nosy Be confirme son attractivité et enregistre près de 160 000 touristes depuis le début de l'année. L'île aux parfums mise désormais sur une nouvelle stratégie de promotion pour doubler sa fréquentation.

Nosy Be continue de séduire. L'île aux parfums a enregistré 160 000 visiteurs depuis le début de l'année, selon la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Viviane Dewa. Ce chiffre représente une progression de 30 % par rapport à l'année précédente, confirmant la tendance haussière du tourisme dans cette destination emblématique de Madagascar. La ministre a tenu à féliciter l'Office régional du tourisme de Nosy Be (ORTB) pour son rôle déterminant dans cette performance.



L'ORTB, de son côté, ne compte pas s'arrêter à ce succès. Pour donner encore plus de visibilité à la destination, l'entité a lancé hier, à l'hôtel Radisson Blu Ambodivona, une vidéo immersive intitulée « We are Nosy Be ». Ce film promotionnel entend mettre en avant les atouts naturels,

culturels et humains de l'île. « Nous avons intégré dans ce film toutes les caractéristiques et la beauté de Nosy Be », a souligné Elisabetta Gravellino, présidente du Conseil d'administration de l'ORTB.

La vidéo propose un véritable voyage virtuel. Elle met en lumière la richesse de la biodiversité terrestre et marine, les paysages emblématiques, mais aussi la diversité culturelle et la vie quotidienne des habitants. L'objectif est de permettre aux touristes potentiels de s'immerger dans l'expérience unique qu'offre l'île, avant même leur arrivée. Pour maximiser son impact, le film sera diffusé sur des plateformes et chaînes internationales de premier plan, telles que National Geographic et Netflix, gage d'une visibilité mondiale.

Objectif : 300 000 visiteurs par an

Avec ce nouvel outil de communication, l'ORTB affiche une ambition claire : atteindre 300 000 visiteurs par an, soit le double de la fréquentation actuelle. Cette perspective s'appuie également sur une meilleure connectivité aérienne. Madagascar Airlines a en effet doublé ses fréquences de vols vers Nosy Be par rapport à l'année dernière, facilitant ainsi l'accès des touristes étrangers à la destination.

Cependant, des défis persistent. La capacité d'accueil et les infrastructures doivent impérativement suivre cette

croissance. Routes, hébergements, services de base et gestion environnementale figurent parmi les priorités à renforcer pour garantir une expérience touristique durable et de qualité.

Nosy Be, surnommée l'île aux parfums pour ses ylangs-ylangs et ses senteurs tropicales, confirme donc son rôle

de locomotive du tourisme malgache. Avec une stratégie de promotion modernisée, une collaboration renforcée avec les compagnies aériennes et un potentiel naturel exceptionnel, elle entend se positionner durablement parmi les destinations phares de l'océan Indien.

Projet solaire 50MWc : Trois centrales en cours de construction pour Antananarivo

ANTSA R. | 13 SEPTEMBRE | MIDI-MADAGASCAR

A lors que la saison sèche fragilise la production hydroélectrique et provoque des délestages à répétition, l'État malgache mise sur l'énergie solaire pour renforcer durablement l'approvisionnement du Réseau interconnecté d'Antananarivo (RIA)

Le Gouvernement mise sur le soleil pour éclairer l'avenir énergétique du pays. Avec le projet solaire 50 MWc, plusieurs centrales sont en cours de mise en place dans la capitale et ses périphéries. Financé sur fonds propres de l'État, ce programme se veut une réponse stratégique à la dépendance chronique vis-à-vis des hydrocarbures, tout en visant l'un des objectifs phares du secteur : doubler d'ici 2030 le taux national d'accès à l'électricité. Selon le ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures (MEH), trois sites ont été retenus pour cette première phase. À Ambatomirahavavy (Itasy), la centrale solaire d'Ikianjamalaza est déjà achevée. Sa puissance de 1,5 MWc, appuyée par des batteries de 1 MWh et des onduleurs totalisant 1 MW, sera bientôt injectée dans le Réseau interconnecté d'Antananarivo (RIA). Pour la population, c'est une solution attendue depuis longtemps. « *Avec cette centrale, nous espérons en finir avec les coupures qui pénalisent nos écoles* », témoigne Zoelisoa Lolona Razafindrasoa, enseignante à l'EPP Andriantompoiray.

Transition

Le second chantier est en cours à Ampangabe (Ambohidratrimo). Sur un terrain de 11 hectares, 17 400 panneaux solaires doivent être installés, pour une puissance prévue de 11,5 MWc. Les travaux, menés par la Jirama, avancent à un rythme soutenu. Le troisième site

se situe à Sabotsy Namehana (Avaradrano), où une centrale de 7 MWc verra le jour. Elle sera dotée de batteries de 4,2 MWh et de 12 180 panneaux solaires. « C'est une promesse de stabilité pour nos foyers et nos activités », souligne Jean-Baptiste Randrianasolo, habitant d'Ambohidrano Est.



Pour le MEH, ces investissements vont au-delà de la seule amélioration de l'offre énergétique et traduisent une volonté de transition vers les énergies renouvelables, désormais au cœur des priorités nationales. Dans un pays où les délestages minent l'économie et affectent la vie quotidienne, la réussite du projet 50 MWc représenterait un pas décisif vers un développement plus inclusif et durable.

Commerce – Le déficit commercial de Madagascar prévu dépasser les 2 milliards de dollars en 2025

14 SEPTEMBRE | 2424.MG

Antananarivo, 14 Septembre, 13h55 – Une dégradation continue. Le déficit commercial de Madagascar qui n'était que de 148 millions de dollars en 2000 pourrait dépasser les 2 milliards de dollars cette année. Ce déficit tournait déjà autour de 1,4 milliards de dollars, d'après ce qui avait été présenté durant l'atelier de validation finale de la Stratégie nationale d'exportation (SNE) de Madagascar, jeudi.

Dans la note de conjoncture économique de la Banky foiben'i Madagasikara, le déficit commercial de la Grande île s'établissait à 1,278 milliards de dollars au premier semestre de 2025. Durant cette période, Madagascar a vu ses exportations baisser de 10,8 % pour s'établir à 1 116,6 millions de dollars. Alors que de l'autre côté, ses importations ont poursuivi une tendance haussière à 11 %, pour se situer à 2 394,7 millions de dollars. C'est une situation qui est à redresser.

Cette stratégie pour l'exportation qui est fondée sur une dynamique d'action constitue un instrument essentiel pour répondre aux enjeux à court terme. Elle ambitionne également de réduire annuellement de 30 % le déficit de la balance commerciale globale de Madagascar dans une perspective de moyen et long terme.

Deux leviers pourraient être activés, selon les propositions soulevées durant la présentation de cette stratégie nationale. Il y a déjà l'augmentation des exportations ainsi que la réduction de la dépendance aux importations. Mais il y a également le changement des habitudes des consommateurs afin de développer la consommation des biens produits localement.

Monnaie - Les billets de 10.000 ariary et 20.000 ariary actualisés

IRINA TSIMIJALY | 15 SEPTEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

L a Banque centrale de Madagascar lance de nouveaux billets de 10 000 et 20 000 ariary, dotés de dispositifs de sécurité renforcés, tout en maintenant la validité des anciennes coupures.

La Banque centrale de Madagascar (BFM) a récemment mis en circulation des billets actualisés de 10 000 et 20 000 ariary. Bien que le design général reste proche de la série précédente, ces nouvelles coupures intègrent un fil de sécurité bicolore vert et rouge, ainsi que quelques modifications d'impression destinées à renforcer la lutte contre la contrefaçon.

« Ces nouvelles coupures ont été conçues pour offrir une sécurité accrue tout en conservant l'aspect familier des billets que les citoyens utilisent au quotidien », explique un responsable de la BFM.



La grande nouveauté réside dans la signature figurant sur ces billets : celle du gouverneur actuel, Aivo Handriatiana Andrianarivelo, en fonction depuis le 3 février 2023. Les anciens billets, portant la signature de l'ancien gouverneur, Alain Hervé Rasolofondraibe, restent toutefois valables. « Les billets précédemment émis continuent d'avoir cours légal, il n'y a donc aucun impact pour les commerçants ou les particuliers », précise le même responsable.

Commandes

Le billet de 20 000 ariary, dans sa version actuelle, appartient à la série NG17, lancée le 17 juillet 2017. Cette refonte visait à moderniser l'apparence des billets et à renforcer leur sécurité.

« Chaque coupure valorise notre patrimoine naturel et culturel, tout en intégrant des dispositifs de sécurité avancés », souligne l'expert.

La BFM commande régulièrement de nouveaux billets, en général une à deux fois par an. La fréquence varie selon les besoins en circulation, l'usure des billets, la croissance économique ou encore l'inflation. « Nous ajustons nos commandes en fonction de la demande de liquidité et de l'état des billets en circulation », explique un représentant de la BFM.

Les billets ont une durée de vie limitée, de six mois à cinq ans selon la coupure et le matériau utilisé, qu'il s'agisse de papier ou de polymère. Certaines commandes interviennent également lors du lancement de nouvelles coupures ou pour des billets commémoratifs.

La production des billets est un processus complexe, incluant conception, impression, contrôle qualité et livraison. « Nous faisons appel à des imprimeries spécialisées à l'international afin de garantir la sécurité et la qualité de chaque billet », précise le responsable.

Pour les citoyens et commerçants, cette mise à jour n'a aucun impact sur l'usage quotidien : les anciens billets restent valables. « L'objectif est de moderniser la monnaie, de renforcer sa sécurité et de répondre aux besoins économiques du pays, tout en maintenant la confiance du public », conclut-il.

Production - La filière lait se réorganise

IRINA TSIMIJALY | 15 SEPTEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

À Antsirabe, éleveurs, collecteurs et responsables régionaux ont pris part samedi à un atelier national sur la filière lait. Objectif : trouver des solutions concrètes pour booster la production et soutenir les acteurs locaux. Le ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, François Sergio Hajarison, a rappelé que « le lait fait partie des filières stratégiques,

mais la production reste très faible malgré une demande élevée ».

La filière, concentrée dans le triangle laitier (Itasy, Analamanga, Vakinankaratra, Amoron'i Mania et Bongolava), fait face à de nombreux défis. Le prix du lait est très bas : 1 600 ariary le litre chez les petits éleveurs

et 1 700 ariary chez les collecteurs, soit moins que l'eau en bouteille. Une situation qui rend l'activité peu rentable. S'ajoute à cela, l'interdiction d'abattre les vaches, même âgées ou stériles. Celles-ci deviennent un poids financier, car elles consomment du fourrage et nécessitent des soins sans produire de lait. « Certaines vaches ne donnent plus rien et représentent plus de dépenses que d'avantages », déplore un éleveur de Betafo.

Le problème des semences aggrave la situation : prix élevé, rareté et disponibilité irrégulière limitent la reproduction et la qualité du cheptel. « Parfois, il n'y a pas de semence disponible, et cela bloque tout », témoigne un autre éleveur.

À Betafo, Socolait illustre ces difficultés. L'entreprise collabore avec plus de quatre mille éleveurs, une centaine de

pré-collecteurs et six collecteurs. En saison sèche, elle reçoit environ 3 000 litres de lait par jour, mais la production est très déséquilibrée : surproduction de janvier à juin, puis forte pénurie de juillet à décembre. « La vraie question est : comment aider les éleveurs à produire davantage pendant la saison sèche ? », souligne un responsable, qui pointe aussi la concurrence du lait en poudre et des produits importés.

Malgré tout, certains éleveurs réussissent. Tiana Clovis Randrianantenaina, de Betafo, raconte : « J'ai commencé avec une seule vache. Aujourd'hui, une Pie Rouge vaut entre 6 et 7 millions d'ariary. » Pour lui, la formation est décisive : « Elle fait vraiment la différence. »

Négociations sur l'AGOA : La délégation malgache espère une issue positive

R. EDMOND | 15 SEPTEMBRE | MIDI-MADAGASCAR

Mission capitale la semaine dernière pour la délégation malgache qui a négocié avec la partie américaine pour obtenir le renouvellement de l'AGOA.

L'équipe dirigée par le ministre de l'Industrialisation et du Commerce David Ralambofiringa rentre au pays avec le sentiment du devoir accompli et espère une issue positive quant à la possibilité de renouvellement ou du moins de l'extension de l'AGOA.

Lueur d'espoir

On rappelle que l'African Growth and Opportunity Act, le régime préférentiel commercial accordé à certains pays africains dont Madagascar prend fin le 30 septembre prochain. Avec ce que cela suppose de conséquences désastreuses sur le plan socio-économique, ne serait-ce qu'en raison des risques de perte de plusieurs milliers d'emplois dans des secteurs-clés comme le textile. Raison pour laquelle les autorités ont fait de ce dossier AGOA une priorité. En l'espace de trois mois, deux missions de négociations ont été envoyées. La dernière, qui a eu lieu du 6 au 13 septembre dernier, a été une véritable plaidoirie auprès des autorités américaines. Une lueur d'espoir se dessine à l'issue de la mission qui a également impliqué des représentants du secteur privé. Charles Giblain, du Groupement des Entreprises Franches et Partenaires (GEFP), a indiqué que « même si les négociations n'ont pas été faciles, les choses vont dans un sens positif ». Même optimisme pour Kersley Ramdos, dirigeant de la société Mazava qui a déclaré que « grâce aux efforts réalisés par le secteur public et l'implication des représentants du secteur privé, la mission est appelée à aboutir sur une issue positive ».

Avantages réciproques

Également présent parmi la délégation, le Président du Groupement des Exportateurs de Vanille de Madagascar (GEVM) et non moins vice-président du Conseil national de la vanille (CNV), George Geeraerts a parlé des avantages réciproques tirés de l'AGOA aussi bien pour

Madagascar que les Etats-Unis. « L'AGOA profite aussi au peuple américain » a-t-il plaidé. Une manière d'indiquer que Madagascar a aussi ses atouts à faire valoir dans les négociations. À propos d'atouts, d'ailleurs la présence à Washington du ministre des Mines et des Ressources Stratégiques Olivier Rakotomalala témoigne de la volonté de la partie malgache de mettre en avant les richesses minières et peser ainsi dans les négociations. Le ministre a notamment évoqué les minéraux stratégiques très recherchés par les Etats-Unis, comme une véritable monnaie d'échange à proposer contre la reconduction de l'AGOA. Bref, à J-15 de l'expiration de l'AGOA, l'espoir est de mise quant à son extension.



Atouts

Une bonne perspective à mettre à l'actif de cette mission organisée par ailleurs avec la contribution efficace de l'Ambassade de Madagascar à Washington. « C'était une occasion de faire entendre les atouts de Madagascar », a déclaré l'Ambassadrice, Lantosoa Rakotomalala. Notons par ailleurs la présence, parmi la mission, du directeur général des Douanes Ernest Zafivanona Lainkana. Une mission où la Grande île était à l'honneur puisque le pays a fait office de leader ayant porté la voix des autres pays

africains qui ont participé aux négociations. En l'occurrence l'Île Maurice, la Tanzanie, le Kenya et le Lesotho. Un bon espoir en somme dans ce dossier d'une importance

particulière pour l'économie de Madagascar. La balle est maintenant dans le camp de la partie américaine qui prendra sa décision dans les prochains jours.

Infrastructures - L'extension du port de Toamasina achevée à 71 %

ITAMARA OTTON | 16 SEPTEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Projet majeur pour Madagascar, l'agrandissement du premier port du pays, financé en grande partie par le Japon, devrait tripler sa capacité d'accueil d'ici 2026.

Le chantier du port de Toamasina, considéré comme l'un des projets d'infrastructures les plus importants du continent, progresse. Selon la Société du port autonome de Toamasina (SPAT), le taux d'avancement des travaux atteint désormais 71 %.



Estimée à 639 millions de dollars, l'extension du port entame une nouvelle phase stratégique. Réuni en fin de semaine, le comité de pilotage a confirmé l'avancement du projet, jugé indispensable face à l'intensification du trafic. « Les flux de marchandises au port de Toamasina affichent une croissance de 16 % par an. L'augmentation constatée du trafic, confirmée par les prévisions de la JICA, rend nécessaire l'adaptation des infrastructures », souligne la SPAT.

Un projet stratégique pour l'économie malgache

Le port de Toamasina concentre près des trois quarts des échanges maritimes de la Grande Île avec l'international. Les schémas directeurs de l'extension ont été conçus pour anticiper un trafic en constante augmentation sur plusieurs décennies.

La seconde phase du chantier, actuellement en cours, prévoit notamment la mise en place d'un terre-plein de 10 hectares destiné au dépôt de conteneurs sur le récif Hastie. Elle inclut également la construction d'un quai à conteneurs, baptisé C4, long de 470 mètres et profond de 16 mètres, ainsi qu'un terminal à conteneurs (TAC). Avec ces nouvelles infrastructures, la capacité d'accueil du port devrait tripler une fois les travaux achevés, en 2026.

Le projet bénéficie d'un financement à hauteur de 639 millions de dollars, dont 411 millions (soit 65 % du budget) sont apportés sous forme de prêt concessionnel par le gouvernement japonais, via l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA). Ce prêt est remboursable sur quarante ans. Le reste, environ 228 millions de dollars (35 %), est pris en charge par l'État malgache.

Cette année, les plans directeurs ont été révisés afin de compartimenter le port en zones spécifiques, selon la nature des marchandises et des activités. Une organisation censée réduire les risques de congestion et garantir que la capacité portuaire excède durablement la demande.

Connectivité - Cinquante-trois mille passagers transportés en un an par Emirates

IRINA TSIMIJALY | 16 SEPTEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Emirates célèbre sa première année à Antananarivo. La compagnie renforce son partenariat avec le ministère du Tourisme pour soutenir le développement touristique de Madagascar.

En seulement douze mois d'opérations à Antananarivo, Emirates a déjà marqué un tournant dans la connectivité aérienne de Madagascar. Depuis le lancement de ses vols en septembre 2024, la compagnie a transporté plus de 53 000 passagers, dont 9 500 rien qu'en juillet 2025, un chiffre inédit pour la Grande Île. Selon les données du ministère du Tourisme et de l'Artisanat, 150 757 visiteurs ont été recensés au premier semestre 2025.

« Cette première année d'opérations a été un véritable succès, marqué par une croissance continue », a souligné

Oomar Ramtooza, Manager Indian Ocean Islands pour Emirates, lors d'une soirée organisée le 13 septembre à Antananarivo.

Expansion

Initialement limitée à quatre vols hebdomadaires, la desserte d'Antananarivo a rapidement évolué : un cinquième vol saisonnier a été ajouté entre décembre 2024 et janvier 2025, puis un sixième vol hebdomadaire a été instauré en avril 2025.

« Madagascar occupe une place stratégique dans notre réseau et nous sommes déterminés à accompagner son développement touristique et économique », a affirmé

Ramtoola, rappelant que l'objectif est d'atteindre un million de visiteurs d'ici 2028.

Un partenariat stratégique a d'ailleurs été conclu début 2025 avec le ministère du Tourisme et de l'Artisanat pour intensifier la promotion de Madagascar sur les marchés internationaux. Pour marquer ce premier anniversaire, Emirates a convié ses partenaires à un dîner officiel au Golf du Rova, en présence de la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Viviane Dewa.

En parallèle, Emirates a ouvert un bureau de billetterie dédié à l'aéroport d'Antananarivo avec APG Madagascar et accompagne la montée en gamme des infrastructures aéroportuaires. L'aéroport international d'Antananarivo a d'ailleurs été sacré pour la deuxième année consécutive « meilleur aéroport africain de moins de 2 millions de passagers » par l'ACI Monde, en plus d'obtenir la certification Niveau 2 Expérience Client.

Agriculture biologique : Madagascar est en bonne voie pour devenir le leader mondial

NAVALONA R. | 16 SEPTEMBRE | MIDI-MADAGASCAR

Madagascar ambitionne de devenir une référence sur la scène internationale en matière de promotion de l'agriculture biologique d'ici quelques années.

Cet objectif ambitieux s'appuie sur l'énorme potentiel en terres arables dont dispose la Grande île ainsi que sur la volonté politique de l'État de promouvoir la production d'intrants agricoles organiques sur le territoire national. Ce défi a été lancé officiellement lors du déplacement du Président de la République accompagné des opérateurs économiques malgaches et des autorités malgaches à Dubaï au mois de mai. Pour y parvenir, une stratégie rigoureuse a été mise en place par les promoteurs de ce projet. Elle vise à garantir que tous les produits agricoles même ceux destinés au marché intérieur respectent les normes et les exigences internationales. Une démarche qui permettra d'éviter toute difficulté d'accès au marché, surtout en cas de surproduction tout en renforçant la résilience des producteurs face aux aléas climatiques et économiques mondiaux. En misant sur la qualité et le respect des standards internationaux, Madagascar trace sa route pour devenir le leader mondial de l'agriculture biologique.

ainsi une traçabilité sans faille, essentielle pour gagner la confiance des marchés internationaux tout en renforçant la compétitivité de Madagascar.



Expédier des produits à Dubaï

Ce projet de la commune de Foulpointe a été présenté par Faly Rasamimanana, PDG du groupe Faly Export, au président de la Chambre de Commerce de Dubaï lors de son déplacement dans ce pays des Émirats arabes unis. En effet, Madagascar se prépare à expédier des produits agricoles sains tels que les grains secs, les fruits et les épices, ne contenant aucun produit chimique tout en respectant le rapport qualité-prix vers le marché émirati. Pour soutenir cette ambition, des milliers d'hectares sont déjà identifiés dans la région Alaotra Mangoro pour la mise en place des Territoires agricoles durables et des Territoires à vocation agricole biologique. Dubaï contribue également à la préservation de la réserve naturelle d'Analalava située dans la région Atsinanana en important ces produits du terroir malgache. Dans la même foulée, plusieurs centaines de jeunes plants de cannelle ont été distribués aux communautés villageoises résidant aux alentours de cette réserve naturelle en vue de restaurer la forêt sur une superficie de 5 000 Ha tout en préservant la biodiversité. C'est le fruit de partenariat entre l'ONG ADID affiliée au groupe Faly Export et l'ONG américaine Missouri Botanical Garden. Ce projet communal contribue également à l'amélioration des sources de revenu des producteurs.

Autocertification

Il est à rappeler que cette initiative a été lancée dans la commune de Foulpointe située dans la région Atsinanana via un partenariat entre cette collectivité territoriale décentralisée et le groupe Faly Export. Cela s'est traduit par la mise à disposition des outils digitaux à la commune et aux paysans leaders, comme un smart TV pour vulgariser la formation à distance et des smartphones pour assurer la traçabilité numérique de tous les maillons d'une chaîne de valeur. Ce qui va garantir le suivi en temps réel de tous les maillons de la chaîne de production tout en corrigeant rapidement d'éventuelles erreurs afin de minimiser les écarts entre les prévisions de production et les réalisations sur le terrain. En outre, la connexion Internet fournie par Starlink permet d'assurer la fluidité de la communication entre toutes les parties prenantes notamment les producteurs opérant dans des zones parfois inaccessibles. Ce n'est pas tout ! L'application mobile Holy Appli, développée par la société Ichtus basée à Paris, propose un système d'autocertification donnant aux partenaires et clients internationaux la possibilité de vérifier à tout moment l'authenticité des produits. Ce suivi digital garantit

Multiplication de semences de maïs

Par ailleurs, le même groupe s'est associé au centre de recherche FOFIFA pour une multiplication à grande échelle de semences de maïs résistant au déficit hydrique et aux chenilles légionnaires. Le projet débute sur une parcelle de 5ha. L'objectif consiste à améliorer la production nationale de maïs afin de stabiliser les prix sur le

marché de l'Océan Indien. En parallèle, cinq fokontany de la commune de Foulpointe ont été sélectionnés comme zones pilotes afin d'assurer la sécurité alimentaire. Ils sont encadrés par des paysans leaders récemment formés par trois experts. Ils ont reçu des semences et des engrains organiques, un pilier de développement durable, lors de formations pratiques.

OMC : Entrée en vigueur de l'Accord sur les subventions à la pêche

NAVALONA R. | 16 SEPTEMBRE | MIDI-MADAGASCAR

Plus de deux-tiers des pays membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont ratifié un nouvel accord multilatéral sur les subventions à la pêche.

Il s'agit, entre autres, des pays africains comme le Sénégal, le Togo, l'Afrique du Sud et le Rwanda ainsi que ceux de l'Union européenne, de la Russie, des États-Unis, de l'Ukraine, de la Chine, du Japon et des Émirats arabes unis. Au niveau de l'Océan Indien, Maurice et les Comores figurent parmi les pays signataires. Lors d'une réunion spéciale du Conseil général de l'OMC qui s'est tenue hier à son siège à Genève, le Brésil, le Kenya, le Vietnam et les Tonga ont déposé leurs instruments d'acceptation de l'accord. Ce quorum de ratification représente plus deux-tiers des pays membres de l'OMC, l'Accord sur les subventions à la pêche est ainsi entré en vigueur. « *C'est une étape historique pour la gouvernance mondiale du commerce. L'entrée en vigueur de cet accord rappelle que de nombreux plus grands défis auxquels nous faisons face sont mieux relevés au niveau multilatéral. Je remercie ainsi les pays membres de l'OMC pour leur engagement à protéger les moyens de subsistance des communautés de pêcheurs dans le monde entier* » , a déclaré la directrice générale de cette organisation internationale, Ngozi Okonjo-Iweala, lors de cette cérémonie.

à protéger les stocks mondiaux de poissons. Les chiffres parlent d'eux-mêmes car on estimait que 35,5 % des stocks mondiaux étaient déjà surexploités en 2021 et que les subventions aux activités de pêche marine s'élèvent à 35 milliards USD par an dans le monde. Parmi lesquels, 22 milliards USD sont considérés comme nuisibles contribuant à l'épuisement des stocks marins. Face à ce grand défi, Madagascar disposant d'une zone économique exclusive étendue sur une superficie de 1 140 000km², ne fait pas encore partie des 114 pays membres qui ont ratifié cet accord jusqu'à ce jour, selon les informations disponibles auprès de cette organisation internationale.

Fonds de l'OMC

Pour la mise en œuvre de cet accord sur les subventions à la pêche, un fonds de l'OMC a été créé dans le but de fournir aux pays en développement et aux pays les moins avancés l'assistance technique et le renforcement de capacité nécessaire pour mettre en œuvre les nouvelles obligations de gestion de la pêche durable. 17 pays membres de l'OMC se sont déjà engagés à verser l'équivalent de plus de 18 millions USD au Fonds pour la pêche. Un premier appel à propositions est lancé au profit des membres éligibles ayant ratifié l'Accord à soumettre des demandes de subventions des projets avant la date limite de 9 octobre 2025. Le président du conseil général, l'ambassadeur de l'Arabie Saoudite, Saqer Abdullah Almoqbel, a quant à lui évoqué que cet accord témoigne de notre vision commune pour une pêche mondiale durable tout en annonçant que le Mali et Oman vont prochainement le ratifier. La directrice générale de l'OMC a en même temps encouragé les pays membres restants à finaliser leurs acceptations sans délai.



Non ratification par Madagascar

Elle précise que cet accord sur les subventions à la pêche est le premier accord multilatéral de l'OMC à placer la durabilité environnementale au cœur de ses préoccupations. Il interdit le soutien gouvernemental aux activités de pêche illégale et à la surexploitation des stocks en vue de protéger la vie marine. Cet accord contribuera également

Un an après la crise de la vie chère, la Martinique étend son « bouclier qualité-prix »

16 SEPTEMBRE | FRANCEINFO

La nouvelle version de ce dispositif de modération des prix entre en vigueur dès mardi et comporte désormais 180 produits, dont 14 fournitures scolaires, catégorie jusqu'ici exclue du dispositif.

Un an après les émeutes en Martinique sur fond de mobilisation contre la vie chère, les principaux acteurs de la distribution et les services de l'Etat ont adopté, lundi 15 septembre, une version étendue du « bouclier qualité-prix ». « C'est l'aboutissement de trois mois de négociations avec la grande distribution, avec les grossistes importateurs, pour obtenir un bouclier qualité-prix qui soit élargi », a salué le préfet de la Martinique, Etienne Desplanques, à l'issue de la signature de ce dispositif annuel de modération des prix des produits de consommation courante.

Jusqu'ici limité à 134 articles répartis en quatre « sous-papiers » (produits alimentaires, infantiles, d'hygiène et d'entretien), le « bouclier qualité-prix », dont la nouvelle version entre en vigueur dès mardi, comporte désormais

180 produits, dont 14 fournitures scolaires, catégorie jusqu'ici exclue du dispositif. En outre, une catégorie « BQP bricolage », qui inclut 36 articles vendus dans sept enseignes de l'île, a été créée, en s'inspirant du modèle existant à La Réunion.

Ces produits ont été définis « par les associations de consommateurs, qui ont fait état de leurs besoins », s'est félicité Patrick Plantard, le président de l'Observatoire des prix, des marges et des revenus des Antilles-Guyane, qui prend part chaque année à l'élaboration du BQP. Le dispositif annuel devrait être étoffé d'un « BQP automobile » portant sur les pièces détachées et « les services d'entretien des véhicules », a annoncé le préfet. Les négociations avec les acteurs de ce secteur seront lancées « d'ici quelques semaines », a-t-il précisé.

Emirates : Plus de 53 000 passagers en un an

R. EDMOND | 17 SEPTEMBRE | MIDI-MADAGASCAR

Une première année plutôt prolifique pour Emirates. La compagnie émiratie a transporté plus de 53 000 passagers en une année d'opérations.

Ce bilan considéré comme largement positif a été annoncé la semaine dernière lors d'un dîner qui s'est tenu au Golf du Rova, en l'honneur des principaux partenaires d'Emirates.

Résultats positifs

Une occasion pour la compagnie de réaffirmer son engagement indéfectible à soutenir le développement du tourisme à Madagascar. « La destination Madagascar est d'une importance stratégique particulière dans le réseau d'Emirates et nous avons la volonté d'accompagner le développement économique et touristique du pays », a déclaré Oomar Ramtoola, manager pour la zone Océan Indien chez Emirates. Une initiative confirmée par des résultats positifs.

« Cette première année d'opérations a été une véritable réussite, marquée par une croissance continue. Plus de 53 000 passagers ont voyagé avec nous à destination et en provenance d'Antananarivo. Rien qu'en juillet 2025, plus de 9 500 passagers ont emprunté nos services, contribuant ainsi de manière significative aux recettes touristiques. Ces retombées se traduisent également par la création d'emplois, de nouvelles opportunités d'investissement, et un environnement favorable au développement des entreprises et fournisseurs locaux. » On rappelle que la compagnie a porté le nombre de ses vols hebdomadaires de quatre à six plus tôt cette année. Ces vols sont opérés avec des gros-porteurs Boeing 777.

Partenariat stratégique

La contribution d'Emirates dans le développement touristique du pays s'est notamment manifestée par un partenariat stratégique avec le ministère du Tourisme et de l'Artisanat afin de promouvoir la destination sur ses principaux marchés émetteurs à l'échelle mondiale. Une collaboration qui a permis de positionner Madagascar comme une destination de loisirs de premier choix, dans l'objectif d'accroître le nombre de visiteurs internationaux.



« L'année dernière, nous avons établi un partenariat avec le ministère du Tourisme et de l'Artisanat, et depuis, nous œuvrons avec rigueur et engagement pour appuyer les ambitions touristiques du pays, notamment l'objectif d'accueillir 1 million de visiteurs d'ici 2028, en promouvant la destination à travers notre réseau mondial », a déclaré Oomar Ramtoola. Notons la présence au cours de ce dîner de la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Viviane Dewa.

Aviculture : Formation pour dynamiser l'élevage de poulet gasy dans la région Boeny

ANTSA R. | 17 SEPTEMBRE | MIDI-MADAGASCAR

Une série de formations sur la technique améliorée d'élevage de *poulet gasy* a été organisée dans les communes d'Andranofasika et d'Antrema de la région Boeny.

Au total, 62 personnes ont bénéficié de cet accompagnement pratique sur les techniques améliorées d'élevage. Cette initiative, menée dans le cadre du projet d'Intégration de la biodiversité dans tous les secteurs agricoles, vise à transformer une pratique traditionnelle en activité rentable et durable.



Les sessions ont abordé le choix des géniteurs, l'aménagement des poulaillers, l'alimentation équilibrée et la prévention des maladies.

Les participants ont également été initiés à la gestion des troupeaux et aux stratégies d'accès au marché. De telles pratiques permettent d'obtenir des volailles en meilleure santé, plus nombreuses et mieux adaptées aux besoins des ménages et des marchés locaux.

Cadre global

Le projet « Intégration de la biodiversité dans les secteurs agricoles » de la FAO, soutenu par l'Union européenne, contribue à mettre en œuvre le Cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal. En effet, Madagascar fait partie des trois pays pilotes avec l'Ouganda et le Laos. L'objectif est d'intégrer la biodiversité dans les politiques agricoles et d'expérimenter localement des pratiques respectueuses des écosystèmes. Pour les éleveurs de la région Boeny, l'objectif consiste à renforcer la sécurité alimentaire des foyers tout en préservant les ressources naturelles. Cette démarche illustre la complémentarité entre la modernisation des pratiques avicoles et la conservation de la biodiversité. Elle ouvre aussi la voie à des revenus plus stables, améliorant la résilience économique des ménages ruraux. Avec de telles initiatives, la région Boeny confirme son rôle de laboratoire pour une agriculture durable, conciliant production, environnement et développement local.

Projet minier – Energy Fuels indique négocier un « accord d'investissement » avec le Gouvernement malgache pour son projet à Toliara

17 SEPTEMBRE | 2424.MG

Antananarivo, 17 Septembre, 6h35 – Energy Fuels aspire-t-elle à un accord juridique qui sera réservé à son projet à Toliara ? Cette entreprise américaine indique avoir négocié avec le Gouvernement malgache les termes d'un « investment agreement » ou d'un accord d'investissement lequel serait soumis au parlement malgache pour approbation en tant que loi. Energy Fuels fait part de cette négociation dans ses résultats financiers qu'elle avait présentés au mois d'août.

Energy Fuels explique dans ce document que l'accord d'investissement en question vise à fournir les piliers essentiels pour un projet bancable à grande échelle. Il devrait tenir compte de la stabilité juridique et fiscale, certains avantages fiscaux et douaniers, les ajustements nécessaires aux règles de change, la protection contre l'expropriation et l'accès à l'arbitrage international pour le règlement des litiges.

L'accord d'investissement en discussion permettrait également de clarifier les procédures existantes pour l'ajout de

monazite au permis minier de son projet à Toliara. Ce permis qui n'autorise actuellement que la production d'ilmenite, de rutile et de zircon.

Energy Fuels indique alors qu'elle pourrait prendre une décision finale d'investissement sur son projet à Toliara dès 2026. C'est toutefois sous réserve de la finalisation de l'accord d'investissement ou d'autres arrangements de stabilité appropriés avec le gouvernement malgache, pour lesquels il n'y a aucune garantie de succès, note-t-elle.

Base Resources, le promoteur de ce projet minier à Toliara acquis par Energy Fuels, avait déjà fait part de son intention de soumettre une demande de certification d'éligibilité en vertu de la Loi sur les grands investissements miniers (LGIM) au mois de juillet de l'année dernière. La LGIM avait pourtant fait l'objet de révision.

Dans le cadre de la deuxième revue du programme sur la Facilité élargie de crédit (FEC) avec le Fonds monétaire international, les autorités malgaches se disent déterminées à mettre en œuvre les dispositions du code minier de

2023 pour l'ensemble des projets miniers à Madagascar. Et ce, afin de maximiser les futures recettes de l'État. Elles ont indiqué que le projet de Loi sur les grands projets miniers (LGPEM), qui remplace l'ancienne LGIM, était en cours de finalisation. Il visait à renforcer la cohérence

avec le Code minier, à actualiser les régimes de stabilité et à maximiser l'impact sur l'économie. L'adoption par le Parlement de cette LGPEM était déjà prévue pour mai 2025.

Mahajanga : Un parc solaire de 2 MW en cours d'installation

ANTSA R. | 17 SEPTEMBRE | MIDI-MADAGASCAR

Les travaux d'installation d'un parc solaire de 2 mégawatts avancent à grands pas sur le site de FITIM, à Mahajanga. La quasi-totalité des équipements nécessaires à la mise en place de cette centrale photovoltaïque est déjà arrivée sur place, marquant une étape décisive dans la conduite de ce projet énergétique. Cette infrastructure s'inscrit dans la volonté des autorités et de leurs partenaires de diversifier les sources de production d'électricité et de moderniser l'offre énergétique dans la région. Pour Mahajanga, l'enjeu est d'améliorer la qualité et la fiabilité de l'approvisionnement électrique pour les ménages et les entreprises, tout en réduisant les coûts liés à une production

encore largement dépendante du fioul. Avec une capacité de 2 MW, le futur parc contribuera à renforcer l'autonomie énergétique locale et à favoriser l'intégration des énergies renouvelables dans le mix électrique. Cette avancée s'aligne sur les objectifs nationaux en matière de transition énergétique, visant à réduire la dépendance aux combustibles fossiles et à promouvoir des solutions plus durables. Les habitants de Mahajanga attendent désormais avec impatience la mise en service de cette centrale, qui devrait améliorer sensiblement le quotidien des usagers tout en offrant un souffle nouveau au développement économique de la région.

France-Madagascar - La coopération décentralisée à l'heure du bilan

TSILAVINY RANDRIAMANGA | 18 SEPTEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Les collectivités françaises et malgaches se réunissent à Antananarivo pour les 3e Assises de la coopération décentralisée. L'occasion de dresser un bilan, de simplifier les procédures et d'ouvrir la voie à de nouveaux partenariats. Après les deux éditions organisées en 2006 et en 2018, les collectivités françaises et malgaches se retrouvent à Antananarivo pour la 3e édition des Assises de la coopération décentralisée franco-malgache. L'événement, qui se tient aujourd'hui et demain au Novotel Alarobia, réunit plus de cinq cents participants issus des Collectivités territoriales décentralisées (CTD) des deux pays, du secteur privé et d'organisations partenaires. L'objectif sera de dresser un bilan des réalisations, d'identifier les difficultés rencontrées et de tracer de nouvelles perspectives de collaboration.

« Nous allons à cette occasion faire le suivi des projets signés ainsi que l'évolution de la coopération déjà en place et, en même temps, une projection vers les futures collaborations », a indiqué lundi la ministre des Affaires étrangères, Rafaravavita Rasata.

Depuis 2006, plusieurs conventions de coopération ont été conclues entre collectivités malgaches et françaises, couvrant des domaines tels que l'eau potable, l'assainissement, l'éducation, la santé ou encore la gouvernance locale. Cependant, l'expérience a montré que de nombreux accords ont tardé à être mis en œuvre, en raison de lourdeurs administratives et de procédures jugées trop complexes. Pour y remédier, un décret visant à simplifier le fonctionnement de la coopération décentralisée est en cours d'élaboration, selon le ministre de la Décentralisation et de l'Aménagement du Territoire, Naina Andriantsitohaina. L'objectif est de permettre aux

collectivités d'agir plus rapidement et efficacement, en tenant compte des réalités du terrain.

Les Assises offrent également l'opportunité d'ouvrir la coopération à de nouvelles communes malgaches qui, jusqu'ici, n'avaient pas bénéficié de partenariats.



De nouvelles priorités

Ces futurs accords devraient désormais s'aligner avec les priorités stratégiques définies par l'État, notamment la gestion des déchets ménagers, la protection de l'environnement, le développement durable ou encore la promotion de la jeunesse.

Au-delà du bilan, les échanges visent donc à renforcer une coopération jugée essentielle dans le contexte actuel, marqué par des défis communs tels que l'urbanisation rapide, les impacts du changement climatique et les besoins croissants en infrastructures de base. Pour les collectivités malgaches, ces partenariats constituent une opportunité de mobiliser des ressources financières et techniques supplémentaires, mais aussi de bénéficier de

transferts d'expériences et de savoir-faire. La 3e édition des Assises de la coopération décentralisée apparaît ainsi comme un moment charnière. Il s'agit non seulement de

mesurer le chemin parcouru depuis 2006, mais aussi de poser les bases d'une coopération rénovée, plus fluide et mieux adaptée aux besoins des populations locales.

Région Androy : Une étude sur les calmars et poulpes pour dynamiser la filière

ANTSA R. | 18 SEPTEMBRE | MIDI-MADAGASCAR

Lancée le 13 septembre dernier, une campagne de trois mois suit les captures et localise les zones de pêche clés dans le Sud malgache. Le littoral de la région Androy se place au centre de cette initiative scientifique et économique. L'association VOIZO Madagascar conduit, avec le financement du projet Mionjo, une étude consacrée aux populations de calmars et de poulpes. L'objectif annoncé est d'identifier les zones de présence, analyser les rendements et formuler des recommandations opérationnelles pour développer une filière stratégique pour les communautés côtières. Le dispositif couvre sept fokontany répartis dans trois districts, notamment à Ambovombe, Zanavo et Ikotoala ; à Tsihombe, Andranokotsa, Bevala et Edoha ; à Beloha, Lavanono et Analatsakoabno. Sur place, un suivi des captures est assuré durant trois mois, avec un point de départ fixé au 13 septembre 2025. Cette observation continue doit offrir un aperçu précis des dynamiques halieutiques locales et des variations saisonnières.

Levier

Selon ses initiateurs, cette étude ambitionne d'aboutir à un ensemble de mesures pour renforcer la valeur ajoutée de la filière : amélioration des pratiques, orientation des investissements, et structuration des acteurs. Face à cette initiative, les pêcheurs de la région parlent d'un double enjeu consistant à sécuriser les revenus et à accroître la résilience face aux chocs climatiques et économiques. Portée par VOIZO Madagascar et soutenue par MIONJO, cette démarche vise à valoriser les ressources marines comme levier de développement local. Les conclusions attendues, à l'issue des trois mois de terrain, doivent éclairer la décision publique et guider les partenaires vers des actions coordonnées au bénéfice des communautés de la région Androy.

Projet SHEP : Augmentation notable de ventes de produits horticoles

NAVALONA R. | 16 SEPTEMBRE | MIDI-MADAGASCAR

Le projet SHEP (Smallholder Horticulture Empowerment and Promotion) a été lancé par l'Etat en partenariat avec l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) en 2023 pour transformer l'agriculture à Madagascar.

Cette approche vise ainsi à aider les petits exploitants agricoles à passer d'une agriculture de subsistance à une production orientée vers le marché, qui est un pilier de l'autosuffisance alimentaire, tout en promouvant l'entrepreneuriat.



Les agriculteurs cibles bénéficient d'un renforcement de compétences en matière de technique de production et de commercialisation. Cela repose notamment sur l'étude de marché à travers l'analyse des besoins du marché et

l'identification des produits à forte demande. Les agriculteurs formés apprennent ensuite à planifier leur production en fonction des attentes des consommateurs, et ce, afin de réduire le gaspillage. L'approche encourage, entre-temps, l'organisation des producteurs en les sollicitant à se regrouper pour mutualiser les ressources disponibles tout en ayant la capacité de négocier des meilleurs prix sur le marché.

Plus compétitifs

Des résultats concrets ont déjà été visibles lors de la présentation des premiers résultats de mise en œuvre de ce projet SHEP, dans le cadre de la 3e réunion du Comité conjoint de coordination. Il a été exposé qu'une augmentation notable des ventes de produits horticoles a été enregistrée pour certains groupes d'exploitants agricoles, soit une multiplication de l'ordre de 1,5. Des changements comportementaux et psychologiques positifs ont également été observés, comme en témoignent les réussites rapportées par les communautés de la commune d'Imrimandroso. Les agriculteurs qui ont adopté le modèle

SHEP ont non seulement amélioré leurs rendements, mais ont aussi vu leurs revenus augmenter de manière significative. Leurs produits, mieux adaptés aux exigences du marché, sont désormais plus compétitifs et plus rentables, ont été évoqués.

Il est à rappeler que le projet SHEP s'étend jusqu'en 2028 en intervenant dans six régions, à savoir, Amoron'i Mania,

Vakinankaratra, Analamanga, Bongolava, Atsinanana et Haute Matsiatra. Plus de 140 techniciens du MINAE, 70 enseignants agricoles et 1 080 exploitants sont directement impliqués, ce qui garantit un impact durable sur l'ensemble du secteur agricole.

Morafenobe : des exploitations illicites de pierres stoppées

ARH. | 18 SEPTEMBRE | LES NOUVELLES

Une mission de terrain conduite par la Direction régionale des Mines de Melaky, sous la houlette de Zotonokinery Razanadratefa, s'est déroulée du 11 au 13 septembre dernier à Morafenobe. L'opération a mis en évidence une exploitation illicite de pierres par des habitants sur le site de Manintsy, dans le fokontany d'Ampandralava, commune de Morafenobe. Or, ce périmètre se situe en pleine aire protégée, rendant toute activité extractive strictement interdite par la loi. Conformément aux textes régissant les ressources minières, le ministère de tutelle ne peut délivrer aucune autorisation dans de telles zones. Face à cette situation, les autorités ont procédé à des échanges avec les villageois concernés, dans un climat apaisé. Après explications sur la réglementation en vigueur, les exploitants ont accepté de se retirer volontairement. Les abris et installations de

fortune qu'ils avaient érigés ont ensuite été démantelés. Lors de cette mission, le directeur régional a également rappelé aux communautés locales l'importance de préserver l'environnement. Il a notamment insisté sur la nécessité d'éviter la déforestation, les cultures sur brûlis et les feux de brousse, des pratiques destructrices pour les écosystèmes. Pour atteindre ce site isolé, les équipes ont dû parcourir près de 100 kilomètres à pied en 16 heures, depuis la commune d'Antsaidoha Bebao. Une épreuve illustrant l'isolement de cette partie du Melaky, où les infrastructures routières demeurent précaires. Au-delà du démantèlement des exploitations illégales, cette descente visait aussi à sensibiliser la population sur la législation minière et à promouvoir une exploitation des ressources respectueuse de l'environnement et des lois en vigueur.

Fadintseranana : Misy sanda manokana ho an'ny fiara sy fitaovana

NJAKA A. | 18 SEPTEMBRE | LES NOUVELLES

Mampahatsiay ny Fadintseranana malagasy fa misy ny fepetra manokana mifehy ny fanombanana ny sandan'ny fiarabe sy fitaovana afarana hanao asa manokana eto Madagasikara. Araka ny voalazan'ny taratasy ara-panjakana sy ny lalàna manan-kery amin'izao fotoana, dia ny Sampandrahaharan'ny sanda sy fiaviana na « Service de la valeur et des Origines » (SVO), eo anivon'ny Fadintseranana malagasy irery ihany no miandraikitra ny fanombanana ny sanda ara-ketran'ireo fitaovana ireo. Noho izany, tsy anisan'ny fehezin'ny Civio ataon'ny orinasa GasyNet ireo fitaovana ireo. Marihina anefa fa mbola misy fikorontanana eo amin'ny famaritana ireo karazana fiara sy fitaovana ireo na

dia mitovy amin'ny fiara tsotra eo amin'ny sandambidy (code tarifaire) aza. Misy manana toetoetra mifanandrify na mitovy amin' ny fitaovana hafa ny sasany amin'izy ireo. Hamafisina fa ireo fiara sy fitaovana ireo dia milina natao hanampy na hanolo ny olona amin'ny asa mavesatra, toy ny fanaingana enta-mavesatra, ny fandavahana, ny fibatana vata, ny fitotoana, sns. Tsy maintsy hajaina araka ny tokony ho izy ny fanasokajiana ireo fiara toy izany mba hisorohana ny tsy fitoviana amin'ny fanombanana ara-ketra. Raha sendra misy ny ahiahy, azo atao tsara ny mangataka fanazavana eny amin' ny Sampandrahaharan'ny sanda sy fiaviana (SVO).

Droits de douane : la méthode Modi, une stratégie payante face à Trump

MEHDI BOUZOUINA | 18 SEPTEMBRE | FRANCE24

De nouvelles négociations doivent s'ouvrir cette semaine entre Washington et New Delhi sur les droits de douane punitifs de Trump. En refusant de plier face aux menaces américaines et en s'affichant aux côtés de Vladimir Poutine et Xi Jinping, Narendra Modi semble avoir forcé la main au

locataire de la Maison Blanche. Une méthode risquée qui pourrait s'avérer payante.

Narendra Modi a reçu mercredi 17 septembre un drôle d'appel. À l'autre bout du fil, le président américain Donald Trump a souhaité un joyeux anniversaire au Premier ministre indien, qui fêtait ses 75 ans, dont 11 à la tête de la

plus grande démocratie du monde. Quelques heures plus tard, le dirigeant indien se fendait d'un post sur X pour remercier son « ami », se disait « pleinement engagé » dans un partenariat Inde-États-Unis et assurait soutenir les « initiatives » du président américain en faveur d'une « résolution pacifique du conflit en Ukraine ».

Une conversation téléphonique qui n'a rien d'anodin, au lendemain de la reprise des négociations commerciales indo-américaines, après des semaines de froid glacial. Si les deux hommes ont longtemps affiché leur amitié, bras dessus bras dessous, la « relation spéciale » – pour reprendre les mots du locataire de la Maison Blanche – entre les deux pays a désormais du plomb dans l'aile.

Et pour cause, Narendra Modi a peu goûté les 25 % de droits de douane fixés par Trump en juillet 2025, censés servir à rééquilibrer une balance commerciale largement déficitaire, estimée à plus de 45 milliards de dollars. Il faut dire qu'entre la première campagne du républicain, en 2016, et son retour au Bureau ovale en 2025, l'Inde a vu ses exportations vers les États-Unis quasiment doubler pour passer de 46 à 87 milliards de dollars.

Une tension ravivée après des semaines de tables rondes infructueuses, entre lesquelles les deux leaders se lançaient toutes sortes de vacheries par posts interposés sur les réseaux sociaux. Après que Donald Trump a, une nouvelle fois, poussé le bouchon trop loin et jugé que le pays le plus peuplé au monde était une « économie morte », Narendra Modi a refusé de répondre à quatre appels du président américain.

Pis, les deux puissances économiques se sont engagées dans une véritable guerre commerciale. Parmi les terrains de dissension : un rapprochement entre Washington et Islamabad, jugé provocateur par New Delhi, et la volonté de Trump d'isoler Poutine – l'Inde refusant de cesser d'importer des hydrocarbures et des armes russes. Dans une surenchère trumpienne, les États-Unis avaient ainsi annoncé début août des droits de douanes additionnels de 25 %, portant les taxes totales à 50 % sur certains produits comme les bijoux, les crevettes ou encore les vêtements.

« Trump et ses conseillers ne comprennent pas l'Inde »

Mais, contrairement à beaucoup de pays, et malgré le risque de perdre des centaines de milliers d'emplois dans ces secteurs stratégiques pour son économie, l'Inde n'a pas courbé l'échine. Prenant Trump à son propre jeu, un brin provocateur, Narendra Modi est allé jusqu'à s'afficher tout sourire aux côtés de Vladimir Poutine et de Xi Jinping lors d'un sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai à Tianjin le 1^{er} septembre dernier.

Un coup dur pour la diplomatie américaine, qui avait misé sur une coopération économique et géopolitique avec le Sous-Continent en guise de contrepoids avec la puissance régionale chinoise, pour qui l'Inde fait preuve d'une défiance millénaire.

« Donald Trump et ses conseillers montrent ici qu'ils ne comprennent pas l'Inde : Narendra Modi est un homme à l'ego presque aussi énorme que celui du président américain », analyse l'économiste Santosh Mehrotra. « Il sera difficile de réparer ce qui a été cassé et tout cela a lieu alors que se joue en coulisse un rapprochement

économique avec l'Union européenne », poursuit le chercheur à l'Université Jawaharlal-Nehru de New Delhi. Le professeur note par ailleurs que l'Inde n'est ni membre de l'Otan, ni protégée par le parapluie nucléaire américain et moins sensible aux menaces d'ordre géopolitique.

Depuis son indépendance en 1947, le pays cultive son statut de puissance non-alignée, quitte parfois à s'isoler sur la scène internationale. Santosh Mehrotra estime toutefois que Modi sera prêt à négocier avec Trump à condition de ne pas franchir trois lignes rouges clairement définies par New Delhi : « l'empêcher d'acheter du pétrole à qui elle souhaite, lui reprocher de maintenir des relations multipolaires avec de multiples alliés et s'en prendre à son agriculture ».



L'agriculture indienne, point de blocage des négociations

Or, c'est bien sur ce troisième point que le bâton blesse. Donald Trump a conditionné la réduction des droits de douane à l'ouverture du marché indien aux produits agricoles américains, mais New Delhi sait aussi jouer du protectionnisme lorsque qu'il s'agit de protéger son secteur primaire, dans lequel sont employés 40 % de ses actifs. « Si Narendra Modi touche aux agriculteurs, il s'assure une révolte populaire », résume Santosh Mehrotra. Le temps presse : les 50 % de droits de douanes, entrés en vigueur le 27 août dernier, pénalisent autant l'Inde que les États-Unis, friands de produits à bas coût. « New Delhi est prêt à baisser les droits de douane sur certains secteurs moins sensibles, mais il n'y aura aucun 'deal' si Washington ne lâche pas du lest », fait valoir Ajay Srivastava, ancien négociateur commercial pour l'Inde à l'OMC. Tout en relativisant le rapprochement apparent avec Pékin : « il faut aussi penser l'après-Trump : la Chine reste un partenaire purement transactionnel, sans attachement émotionnel, dont nous ne voulons pas apparaître trop proches ».

En refusant de céder aux droits de douane punitifs et aux injonctions américaines, Narendra Modi a réussi à inverser le rapport de force. Ce sont désormais les négociateurs de Washington qui ont pris l'avion pour New Delhi, preuve que la fermeté indienne peut peser autant que les flatteries adressées à Donald Trump par d'autres chancelleries.

Loi de finances 2026 - Un taux de croissance de 4,8 % annoncé

IRINA TSIMIJALY | 19 SEPTEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le gouvernement vise 4,8 % de croissance en 2026, soutenue par l'agriculture, les infrastructures et les mines, mais la productivité faible, l'inflation et les défis énergétiques pourraient freiner cette trajectoire.

Le gouvernement vise une croissance de 4,8 % en 2026, avec un PIB estimé à 100 181 milliards d'ariary, selon la lettre de cadrage du Projet de loi de finances (PLF) adoptée en conseil des ministres. Cette trajectoire s'appuie sur quatre priorités : l'agriculture, l'énergie, les infrastructures et le développement humain. Le plan prévoit l'autosuffisance rizicole, la diversification agricole, le recours aux énergies renouvelables, la modernisation des routes, ports et aéroports, ainsi que des investissements dans l'éducation, la santé, l'eau potable et la protection sociale. L'objectif reste ambitieux, car Madagascar a enregistré une croissance de 4,2 % en 2024, avec un taux d'inflation élevé de 7,1 %.



Le FMI prévoit pour 2025 une croissance de 3,9 %, contre 4,6 % auparavant, avec une inflation attendue à 8,4 %. La Banque mondiale estime que la croissance pourrait s'accélérer à 4,7 % en moyenne entre 2025 et 2027, grâce aux secteurs du textile, mines et services, à condition que les réformes structurelles continuent. Le FMI et la Banque mondiale soulignent que la croissance pourrait être freinée par des obstacles structurels persistants, notamment la faible productivité, l'accès limité au financement et l'infrastructure énergétique insuffisante.

Malgré ces signaux, le gouvernement reste confiant. La trajectoire ascendante serait portée par les réformes agricoles et énergétiques, l'absorption des financements extérieurs et une meilleure gestion budgétaire. Mais la réussite dépendra de la mise en œuvre effective de ces mesures.

Doutes

Plusieurs économistes rappellent que la croissance actuelle repose sur le tourisme, les grandes mines, la vanille et les grands projets d'infrastructures. « Les cours du pétrole devraient rester proches de leur niveau actuel. Cela stimulera la consommation, mais en termes de recettes fiscales, l'impact sera limité. Les taxes dépendent du prix à la pompe. Quand le carburant est moins cher, l'État collecte moins », selon eux.

Le problème du délestage persiste, obligeant les industriels à investir dans des groupes électrogènes coûteux. « Quand les marges diminuent, les recettes fiscales baissent également. » Concernant la vanille, le marché reste saturé avec un surstock de 3 000 tonnes, ce qui maintient les prix bas. Les mines devraient jouer un rôle moteur, mais les prix du nickel et du cobalt restent bas. « Les recettes d'exportation soutiendront la croissance, mais pas autant qu'espéré ».

Pour 2026, trois scénarios économiques sont envisagés : dans le scénario optimiste, la mise en œuvre réussie des réformes agricoles et énergétiques, combinée à des infrastructures renforcées, permettrait d'atteindre une croissance de 4,8 % ; dans le scénario intermédiaire, la croissance se situerait autour de 4 à 4,5 %, limitée par l'inflation et la persistance de la pauvreté structurelle ; enfin, dans le scénario pessimiste, en cas de retards dans les réformes, de catastrophes climatiques ou de baisse des exportations, la croissance resterait inférieure à 4 %.

Petites industries : l'autonomie énergétique comme condition de survie

NAMBININA JAOZARA | 19 SEPTEMBRE | LES NOUVELLES

Les coupures incessantes d'électricité fragilisent les petites industries malgaches. Kevin Arisoa, producteur de jus de fruits à Itaosy, raconte comment il tente de sauver son activité en misant sur des solutions alternatives comme le biogaz.

Produire localement s'avère bien plus difficile qu'on ne l'imagine. Kevin Arisoa en a fait l'expérience depuis son entrée dans l'agroalimentaire. Dans son atelier d'Itaosy, il fabrique artisanalement près de 600 bouteilles de jus de fruits par jour. Lorsqu'il lance son activité en 2021, les coupures d'électricité surviennent principalement entre août et décembre. Depuis 2023, elles se répètent

désormais tout au long de l'année. Malgré ce contexte, Kevin Arisoa poursuit son rêve : proposer des jus de fruits naturels. Son ambition dépasse la simple vente locale : il veut faire connaître à l'international la qualité des boissons malgaches. Pour accroître sa production, l'entrepreneur investit dans une ligne de fabrication de jus. Grâce à cet équipement, sa capacité double, passant de

600 à 1.200 bouteilles par jour. Mais son objectif est vite compromis. Les coupures de courant réduisent sa production quotidienne à seulement 800 ou 1.000 bouteilles.

« Nous nous étions battus pour passer de l'artisanal à une mini-industrie, mais à cause des coupures, nous sommes contraints de revenir en arrière », confie-t-il. Faute d'électricité, il reprend régulièrement la fabrication manuelle, ce qui grignote une partie de ses bénéfices. Malgré tout, il parvient à recruter quelques employés pour l'épauler. Face à cette situation, Kevin Arisoa se tourne vers l'autonomie énergétique. « Certains me conseillent de passer au solaire, mais avec le chiffre d'affaires d'une petite industrie, l'investissement reste trop lourd. Mon dernier projet est plutôt de me tourner vers le biogaz », explique-t-il.

Son raisonnement est simple : l'activité génère en permanence des déchets, tout comme la population environnante, prête à collaborer. Après plusieurs calculs, il est convaincu que le biogaz pourrait couvrir ses besoins en énergie. « Nous travaillons actuellement sur cette piste », affirme-t-il.

Au-delà de son propre parcours, Kevin Arisoa adresse un conseil aux autres acteurs économiques : « Qu'elles soient industrielles ou non, les entreprises doivent adopter des solutions adaptées à leur réalité. Si vous êtes une entreprise high-tech et que votre principal besoin est l'électricité, tournez-vous vers le solaire. Cherchez toujours des moyens de vous en sortir, et surtout, n'abandonnez pas. »

Liaisons régionales et internationales : Madagascar Airlines renforce son partenariat avec Corsair

ARH. | 19 SEPTEMBRE | LES NOUVELLES

Madagascar Airlines poursuit sa stratégie d'expansion et d'ouverture vers l'international. Il vient de consolider son partenariat avec la compagnie française, Corsair

Dans un communiqué publié hier, la compagnie nationale a annoncé deux nouveautés qui viennent élargir son offre et améliorer l'expérience de voyage de ses clients. La première concerne l'extension de l'accord de partage de codes déjà en vigueur sur la ligne Antananarivo–Paris Orly depuis janvier 2024. A compter du 18 septembre 2025, cet accord inclura désormais la liaison entre Antananarivo et Saint-Denis de La Réunion. Les vols seront opérés par Corsair mais commercialisés également sous le code de Madagascar Airlines, avec deux fréquences hebdomadaires, les lundis et vendredis. Cette initiative permet à la compagnie malgache d'étendre son réseau international, de renforcer son offre vers La Réunion et d'offrir plus de simplicité à ses passagers, grâce notamment à la possibilité de voyager avec un billet unique depuis les provinces malgaches jusqu'à Saint-Denis. En parallèle, un accord interline SPA (Special Prorate Agreement), a été signé entre les deux transporteurs.

Ce dispositif offre aux voyageurs de Corsair un accès direct au réseau domestique de Madagascar Airlines. A l'inverse, les clients de la compagnie nationale pourront bénéficier de correspondances facilitées sur certaines lignes du réseau Corsair, via le hub d'Antananarivo. Concrètement, ce partenariat permet d'effectuer un voyage complet au national et à l'échelle internationale, avec un seul billet, en assurant un parcours plus fluide et confortable.

Connectivité aérienne

Pour Thierry de Bailleul, directeur général de Madagascar Airlines, cette coopération s'inscrit dans une logique de rapprochement entre Madagascar, La Réunion et la France. « Ce partenariat renforcé avec Corsair nous permet d'offrir à nos clients davantage de choix et de flexibilité. Il rapproche encore davantage Madagascar de La Réunion et de la France », a-t-il souligné. Au-delà d'un simple accord commercial, ce renforcement de partenariat illustre la volonté des deux compagnies d'améliorer la connectivité aérienne dans l'océan Indien, tout en répondant à la demande croissante de mobilité entre les îles et l'Europe. Elle constitue également une opportunité stratégique pour Corsair, qui élargit son rayonnement grâce à l'accès au réseau domestique malgache. Les vols entre Antananarivo et Saint-Denis seront opérés deux fois par semaine, avec des départs de La Réunion à 12h15 pour une arrivée à 13h05, et de Madagascar à 17h00 pour une arrivée à 19h35.

Tourisme – Madagascar cible l'Asie comme marché émetteur de touristes en 2026

19 SEPTEMBRE | 2424.MG

Antananarivo, 19 Septembre, 6h15 – Un marché à percer. Madagascar se tournera vers l'Asie en 2026 pour attirer davantage de touristes. Une orientation de stratégie que la ministre du Tourisme et de l'artisanat, Viviane Dewa, avait avancée durant la présentation du film promotionnel « We are Nosy-Be1 », la semaine dernière.

« Nous allons nous tourner davantage vers l'Asie dans la promotion de la destination Madagascar », lance ce membre du Gouvernement. C'est un marché émetteur où l'on enregistre plusieurs touristes qui s'intéressent à la nature et la biodiversité de la Grande île, avance-t-elle pour justifier cette orientation.

Viviane Dewa rappelle alors qu'une campagne de promotion de Madagascar auprès du public asiatique avait déjà été lancée. Le tournage de l'émission de voyage

et d'exploration au pays « Divas hit the road », qui est une émission de téléréalité chinoise à succès suivie par des milliards de spectateurs, est un exemple cité par la ministre en charge du Tourisme.

Pour l'heure, c'est l'Europe qui est le principal marché émetteur de touristes pour Madagascar, note-t-elle. La France et l'Italie étant les pays les plus importants. Cette prédominance s'explique par la croissance constante des arrivées, en partie due au renforcement de la connectivité aérienne et à des campagnes de promotion ciblées sur le marché européen. Et cette promotion s'effectue le plus souvent, soit à travers des partenariats avec des tours opérateurs, soit par des participations à des salons du tourisme en Europe.

Hôtellerie de luxe : 35 étudiants malgaches formés à Maurice

NAVALONA R. | 16 SEPTEMBRE | MIDI-MADAGASCAR

L a Fédération des Hôteliers et des Restaurateurs de Madagascar (FHORM) a organisé une formation en hôtellerie de luxe, dans le cadre de la mise en œuvre du projet d'intérêt national prioritaire.

Ce projet est financé par l'Agence Française de Développement et l'Union Européenne à travers le Fonds Malgache de Formation Professionnelle. Cette initiative a permis à 35 étudiants malgaches de renforcer leurs compétences dans le domaine de l'hôtellerie de luxe en suivant une formation à Maurice, a-t-on appris. Ils ont ainsi pu réaliser un stage rémunéré d'une durée de six mois au sein des établissements hôteliers de catégorie 4 et 5 étoiles dans cette île voisine. Ce qui leur permettra d'évoluer dans le secteur du tourisme qui est en pleine mutation. Il est à noter que l'Institut National du Tourisme et de l'Hôtellerie ainsi que H Factory ont contribué à la mise en œuvre de ce programme de formation des jeunes étudiants en hôtellerie de luxe. Une première cohorte a déjà été formée l'année dernière dans le pays.

Besoins des opérateurs

A travers ce projet d'intérêt national prioritaire, la Fédération des Hôteliers et des Restaurateurs de Madagascar réaffirme son engagement de contribuer à la relance du tourisme et de l'hôtellerie, tout en investissant dans le capital humain, plus particulièrement dans la jeunesse. Ce qui permettra de répondre aux besoins croissants des opérateurs tant nationaux qu'étrangers qui ont des projets d'investissement dans des infrastructures touristiques visant à améliorer la capacité d'accueil de Madagascar pour pouvoir atteindre l'objectif de un million de touristes d'ici à 2028. Il est à rappeler que la Grande île a déjà accueilli 150 757 touristes au premier semestre de cette année, selon les statistiques publiées par le ministère du Tourisme et de l'Artisanat, soit une hausse de

l'ordre de 1,99 % comparé à la même période de l'année dernière.



Grands défis

Par ailleurs, de nouvelles offres touristiques ont été proposées par les différents acteurs opérant dans le secteur en vue de diversifier les activités qui attirent les touristes à choisir la destination Madagascar, outre sa nature cinq étoiles. Cependant, la Confédération du Tourisme de Madagascar ne cesse de réitérer que l'amélioration de la connectivité aérienne et les infrastructures routières ainsi que la sécurité des biens et des personnes restent encore de grands défis à relever, nécessitant une réelle volonté politique.



📍 Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe

📞 +261 32 07 696 49 - +261 34 01 696 49

🌐 www.ccifm.mg

✉ ccifm@ccifm.mg ✉ adhesion@ccifm.mg

🌐 **f** CCI France Madagascar

🌐 **X** CCI France Madagascar

🌐 **in** CCIFM Chambre de Commerce
et d'industrie France Madagascar

